

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard Hirsch
CS 20105 - CEDEX
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 17/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOGIGAZ NORD SAS

408/410 route d'Abbeville
C.S 50229
80000 Amiens

Références : UD95 – 2026 - 206
Code AIOT : 0006505949

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2026 dans l'établissement LOGIGAZ NORD SAS implanté ZI du Chemin du parc 5, rue de la butte rouge 95220 Pierrelaye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGIGAZ NORD SAS
- ZI du Chemin du parc 5, rue de la butte rouge 95220 Pierrelaye
- Code AIOT : 0006505949
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site LOGIGAZ de Pierrelaye est une filiale du groupe BUTAGAZ autorisée par arrêté préfectoral en date du 8 août 2014. Le site est un dépôt stockant des bouteilles de GPL destinées à alimenter

les distributeurs automatiques situés à proximité de grandes surfaces.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Sécurité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 35.4	Demande d'action corrective	2 mois
5	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etude De Danger	Code de l'environnement, article Annexe à l'article R511-9	Sans objet
2	Contrôle des véhicules de transport	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 35.2	Sans objet
4	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 35.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra mettre à jour son analyse du risque foudre (ARF) et au besoin demander un aménagement réglementaire sur ce sujet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étude De Danger

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 04/08/2005, article 45
Thème(s) : Risques accidentels, mise à jour
Prescription contrôlée : (...) L'étude des dangers relative aux installations de stockage de gaz inflammables liquéfiés de Pierrelaye, réalisée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, est révisée tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants et transmise à Monsieur le Préfet du Val d'Oise.
Constats : L'inspection a sollicité l'exploitant pour qu'il dépose la mise à jour de son étude de danger. L'exploitant a déclaré qu'elle avait été finalisée le 5 août 2025. Il a souligné qu'une mise à jour de son POI avait ensuite été réalisée. Par courriel en date du 31 mars 2026 l'exploitant a transmis son EDD à jour ainsi que son POI. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle des véhicules de transport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 35.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : L'accès au site est autorisé aux véhicules de transport si un protocole de sécurité est signé entre l'exploitant et le transporteur dudit véhicule. Ce protocole est maintenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Les chauffeurs des véhicules de transport de gaz inflammables liquéfiés sont dûment habilités au transport de matières dangereuses et disposent d'une attestation de formation aux risques encourus par les activités de l'établissement. L'exploitant réalise des audits ponctuels qui portent sur l'habilitation des chauffeurs. Le chef de parc, dûment nommé, contrôle, selon une procédure établie et révisée périodiquement par l'exploitant, les camions accédant à la zone de stockage des gaz inflammables liquéfiés. Le contrôle, réalisé à l'entrée du site, porte au minimum sur : - l'échauffement des pneus, des essieux et des moyeux*, - les documents administratifs du camion (visite technique réglementaire, ...), - le déroulement du trajet auprès du chauffeur (incident de parcours, choc, frottement, ...). * Le contrôle d'échauffement des moyeux s'effectue notamment sur les véhicules dits « gros transporteurs » (pouvant transporter plus de 10 casiers de bouteilles, cubes et/ou récipients VISEO de gaz inflammable liquéfié) obligatoirement dotés de témoins de sécurité signalant tout échauffement excessif.

L'accès est interdit à tout véhicule présentant une anomalie, un échauffement anormal ou ayant subi un incident susceptible de compromettre la sécurité du site.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a expliqué que son protocole de sécurité date de 2020 et qu'il est toujours d'actualité. Il a souligné qu'il réalise des audits fréquents, pour autoriser les chauffeurs à accéder à son site, et une fois par an une vérification approfondie en sélectionnant 3 à 5 tournées et en vérifiant le camion, le chauffeur et son parcours de formation.</p> <p>Dans la mesure où l'exploitant changera à partir de juin, ce protocole n'aura plus lieu d'être. Ceci tient au fait que le futur exploitant sera la société en charge du transport des bouteilles de gaz, comme cela se fait sur plusieurs sites Logigaz.</p> <p>Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Sécurité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 35.4
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une clôture d'une hauteur minimale de 2,30m installée sur la totalité de la périphérie de l'établissement interdit l'accès aux installations aux personnes non autorisées en particulier, pendant les périodes de non fonctionnement.</p> <p>Le site est gardienné en permanence et, à défaut, sous télésurveillance permanente. Une ronde est effectuée quotidiennement en fin de journée. Chaque ronde fait l'objet d'un compte-rendu, consigné sur un registre maintenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré disposer d'une clôture sur le pourtour de toute l'installation. Par ailleurs, pour entrer sur site, il faut d'abord sonner pour qu'un opérateur intervienne en vérifiant la pièce d'identité du chauffeur et le contenu de la livraison s'il s'agit d'un livreur ou d'un intervenant extérieur, et ceci, même s'il s'agit d'un véhicule Butagaz.</p> <p>L'inspection a réalisé une visite de site par sondage et a constaté pour sa limite nord, que la clôture mitoyenne avec la société Mitac était abîmée d'un côté, et couchée contre le talus de l'autre. La présence sur le site de la société Mitac de déchets relativement lourds a tordu plusieurs parties du grillage, et les remorques garées avaient poussé le grillage jusqu'à rupture des piquets. L'inspection a alerté l'exploitant sur le fait qu'en l'état, et compte tenu de la présence de végétation sur le grillage, l'accès était possible sans difficulté, ce qui n'est pas acceptable. L'exploitant s'est engagé à prendre attache rapidement avec son voisin, et à faire intervenir au plus vite une société pour faire réparer la clôture.</p> <p>Non-conformité 1 : contrairement à l'article 35.4 de l'arrêté du 08/08/2014 l'exploitant ne dispose pas d'une clôture de 2,30 m minimum sur la totalité de la périphérie de l'établissement, à même d'interdire l'accès aux installations aux personnes non-autorisées. L'exploitant veillera à mettre en place les mesures techniques et organisationnelles à même de garantir la vérification de</p>

l'ensemble de la clôture et sa consignation dans le registre prévu à cet effet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 35.5
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bouteilles, cubes et récipients VISEO de gaz inflammable liquéfié doivent être exclusivement entreposés dans des casiers spécifiques et adaptés à chaque type de récipient.</p> <p>Les casiers spécifiques sont stockés à l'extérieur des bâtiments, sur un emplacement déterminé, dégagé en permanence, affecté uniquement à cet usage et marqué au sol. Aucun stockage de gaz inflammable liquéfié n'est réalisé à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>La disposition des lieux et des différentes zones de stockage est conforme au plan de masse joint en annexe des présentes prescriptions. Elle doit permettre l'évacuation rapide des casiers, contenant les bouteilles, cubes et/ou récipients VISEO de gaz inflammable liquéfié, en cas d'incendie à proximité.</p> <p>.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a expliqué n'avoir procédé à aucun changement dans les conditions de stockage. L'inspection a réalisé une visite du site par sondage et n'a constaté aucun changement ni aucune non-conformité en ce qui concerne les conditions de stockage.</p> <p>Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04 octobre 2010, Section III article 18
Thème(s) : Risques accidentels, risque foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p>

La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.

Constats :

L'article 4 de l'AP du 8 août 2014 impose que les installations du site respectent les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, dont l'article 18 rappelé ci-dessus.

L'exploitant a expliqué ne pas disposer de protection contre la foudre conformément à l'étude de risque foudre transmise avec l'Étude de Danger de 2003. L'inspection note que, selon cette étude, compte tenu du stockage en casier des bonbonnes de gaz, le site ne nécessite pas l'installation d'un paratonnerre en protection.

L'inspection note toutefois que l'étude du risque foudre n'a pas été mise à jour en même temps que l'EDD, tel que le prévoit l'article 8 rappelé ci-dessus.

Interrogé sur le sujet, l'exploitant a indiqué que, de son point de vue, l'analyse du risque foudre (ARF) initiale (de 2003) reste valable et ne nécessite pas d'être mise à jour.

Il convient que l'exploitant fasse intervenir un organisme compétent qui pourra, le cas échéant, confirmer cette position, ou proposer une mise à jour de cette ARF. En tout état de cause, la réglementation impose une mise à jour de cette ARF à chaque révision de l'étude de danger. L'exploitant pourra néanmoins solliciter un aménagement à cette exigence compte tenu de la configuration actuelle des stockages, s'il estime cette prescription inadaptée à leur configuration actuelle.

Non-conformité 2 : contrairement à l'article 18 de la section III de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, l'exploitant n'a pas mis à jour son analyse du risque foudre (ARF) à l'occasion de la révision de son étude de danger. L'exploitant fera réaliser une mise à jour de cette ARF par un organisme compétent et sollicitera le cas échéant un aménagement à l'arrêté sus visé si la configuration des stockages le dispense d'un tel dispositif. Cet aménagement serait lié à la configuration des stockages en casier et deviendrait caduc en cas d'évolution notable des modalités de stockage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois